

# le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE  
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

31 JANVIER AU 6 FEVRIER 1991

N° 813

10,00 F



SUR LES MARCHES DU GOLFE : CANONS A LA HAUSSE, VIES A LA BAISSÉ...

## Halte au feu !

## EDITORIAL

L'ANALYSE des logiques sociales dominantes, qui seule peut donner naissance à des stratégies efficaces de transformation libertaire, implique un recul et une froideur méthodique devant les « faits ». Toutefois, dans certaines conjonctures, il n'est pas question de retenir la saine colère qu'engendre la réflexion — sans que celle-ci perde ses droits un seul instant. Il s'agit moins alors d'exprimer une « humeur » que de répondre, avec les armes de la polémique, à l'insulte et au mépris des démagogues.

Attendra-t-on que cesse le fracas des armes pour questionner le sens de ce retournement : les mouvements d'opposition à la logique de guerre, qui dans leurs rangs comptent de très nombreux et vieux ennemis de la dictature de Hussein (les anarchistes, en particulier, ont toujours dénoncé ses exactions) se voient aujourd'hui appliquer l'étiquette infâme de « munichoïse » par ceux-là même qui s'illustraient, hier encore, dans la collaboration avec le régime de Bagdad. Collaboration au sens fort du terme.

Certes, nous étions déjà habitués aux palinodies de ces excités qui, de staliens et d'ultra-maoïstes qu'ils étaient, se convertirent au libéralisme le plus extrémiste, et qui, retirant tous les bénéfices de leur autocratie, de leur longue confession, en profitèrent pour traîner dans la boue, outre leurs anciens camarades, ceux-là mêmes qui, au sein de la gauche radicale, n'avaient jamais cessé de dénoncer et Staline, et Mao.

L'analogie, ici, est sans doute bien discutable, mais la bonne conscience avec laquelle les anciens soutiens français de Saddam Hussein dénoncent aujourd'hui les opposants à la guerre, est un spectacle du même acabit. Même si, répétons-le, les logiques sociales qui structurent leur comportement sont tout à fait différentes. Là, pas d'autocritique : rien que de l'arrogance et la suffisance des amateurs de mots creux, tel cet inoffensif Auroux qui, dénonçant les « pacifistes d'une demi-journée », n'a pas un mot pour condamner les marchands d'armes de toujours.

« Munichoïse » ? La nomenclature française décidément ne fait pas dans la dentelle : on s'en voudrait presque de descendre, comme elle, au niveau de la pure polémique.

« Munichoïse » ? Qui ? certainement pas les associations qui, aujourd'hui opposées à la guerre, demandaient hier aux autorités politiques françaises d'élever la voix contre le génocide kurde perpétré par Hussein. « Munichoïse », bien plutôt, les politiciens qui tentent de nous faire croire que les relations privilégiées entre Paris et Bagdad remontent seulement au conflit irano-irakien : c'est Jacques Chirac, arrivé à Matignon en 1974, qui



systematisa les contrats conclus avec l'Irak, au premier chef en matière d'armement, mêlant aux intérêts commerciaux prétendus de « la France » une admiration ardente pour le bourreau de Bagdad. Le moralisme creux n'étant pas notre fort, on se contentera de relever ici la prescience stratégique de Chirac, qui se choisit des amis sûrs. Et sûrs, sans doute l'étaient-ils, si l'on en croit certaines rumeurs affirmant que de l'argent irakien aurait alimenté les caisses du RPR.

« Munichoïse » et « collabos » ? Si nous nous abaissions, nous aussi, jusqu'au style de l'injure, nous réserverions l'épithète à ces officiels français qui n'eurent pas un mot pour condamner le génocide kurde, et s'employèrent à lécher consciencieusement les bottes de Saddam, couvrant ses crimes comme ils couvrent ceux de Hassan al Maroc.

### « Munichoïse » ? Qui ?

Les populations françaises sont aujourd'hui invitées à payer le prix d'une politique étrangère qui avoue sa faillite — une politique étrangère qui, jamais, ne fut discutée publiquement ni choisie par les citoyens, et dont le coût se mesurera en austérité salariale et en sang. Rappelons-nous : les gouvernants socialistes, qui aujourd'hui manient l'insulte et la langue de bois avec une ferveur rappelant celle des staliniens, préfèrent reconduire la politique de ventes d'armes (à l'Irak notamment), pour ne pas heurter les intérêts du puissant lobby militaro-industriel français, pour s'éviter aussi, de devoir penser la reconversion des salariés de l'armement. Tout comme les dominants politiques des autres pays, ils se préparent maintenant à nous faire payer le prix de leur démagogie, de leur totale absence de pragmatisme réel. Car si une politique doit être évaluée à ses résultats, les résultats sont là : non seulement les industries de l'armement n'ont pas d'effet entraînant sur l'économie d'un pays, dans une conjoncture de « crises », mais elles

ne confèrent pas automatiquement aux dirigeants de ce pays une influence stratégique décisive sur leurs « clients ». La formule vide de l'« intérêt général », ou de l'« intérêt national », qui prétendait justifier le commerce des armes, recouvre la convergence d'intérêts très particuliers, lesquels n'apparaissent pas justiciables d'un contrôle démocratique.

(suite P. 5)

### REUNION-DEBAT ANTI-GUERRE

Jeudi 7 février, à 20 h,  
Maison de la Nature  
et de l'Environnement,  
23, rue Gosselet  
(M<sup>o</sup> République),  
à Lille.

Ce meeting est organisé par  
le groupe Humeurs Noires de la FA.

### NOUVEAU N° SPECIAL

Le Monde libertaire a édité un nouveau n° spécial-Golfe (une feuille recto-verso) au soir du 25 janvier, en complément du n° 812. Ce numéro spécial, gratuit, est disponible auprès des groupes de la Fédération anarchiste et de la librairie du Monde Libertaire. Diffusé par le canal militant, il n'est pas distribué en kiosques ni aux abonnés... que ces derniers veulent bien nous en excuser.

### ROUMANIE

## Une révolution en deuil

La pseudo révolution roumaine, un an après...  
Pour le Monde libertaire, Fred Fliege, de retour de Roumanie,  
nous livre son témoignage.

Le dernier des pays de l'Est à être libéré est en train de retomber sous un régime dictatorial. Derrière le masque de la démocratie, Iliescu et le Front du Salut national (FSN) s'assurent un pouvoir absolu avec la complicité de l'armée et des services de renseignements (successeurs de la Securitate).

La révolution roumaine a été récupérée par un coup d'Etat, préparé de longue date. Ceaucescu, anti-soviétique déclaré, avait l'intention de nommer son fils à sa succession, privant ainsi la nomenclature du pouvoir convoité. Celle-ci, très vraisemblablement de concert avec Moscou, avait misé sur Iliescu pour contrecarrer ce plan.

La prise du bâtiment de la télévision a été présentée comme l'événement central de la révolution de décembre 1989. Iliescu, gesticulant en gros plan à l'écran, incitait le peuple à lutter, mais que s'est-il réellement passé ? Officiellement, des membres de la Securitate cherchaient à se rendre maîtres du bâtiment, défendu par l'armée et la police au côté du peuple. Les agents se seraient cachés dans les maisons alentour. De là, ils auraient tiré sur ceux qui voulaient les empêcher de prendre le contrôle de cette position clé.

Cependant les personnes ayant habité les maisons les plus touchées par les tirs de l'armée nous ont affirmé qu'aucun agent de la Securitate n'avait pénétré dans les immeubles. En outre, on a jamais retrouvé aucune cartouche vide dans les appartements.

Ceci confirme l'existence d'une mise en scène destinée à rendre crédible le caractère spontané de l'intervention d'Iliescu. Grâce à cette opération minutieusement coordonnée, Iliescu et le FSN se présentaient comme les défenseurs de la liberté et rapportaient 67% des suffrages aux élections.

### Une mise en scène

Aujourd'hui, la majeure partie de la population s'accorde à penser que ceci a servi à camoufler un véritable coup d'Etat, préparé à l'avance avec l'appui de la Securitate et de hauts dignitaires de l'armée. Et d'autres faits viennent appuyer ces pensées :

— les responsables des massacres qui ont eu lieu lors de la révolution n'ont pas été arrêtés et plusieurs d'entre eux, notamment Gelu Volcan, Dan Iosif,

Après une semaine de guerre, la presse s'interroge sur elle-même. Les communiqués triomphants ont cédé la place à un discours plus modéré, faute de succès décisif. Alors, à défaut d'exhiber des monceaux de cadavres, de faire d'héroïques récits d'exploits, et surtout de pouvoir faire le tri dans les censures et autres manipulations militaires, les médias se prennent eux-mêmes pour sujet.

Comme pour les « massacres » de Timisoara, la douteuse révolution roumaine, les médias orchestrent le spectacle, puis se complaisent à démentir l'illusion dont ils ont été les acteurs principaux. L'information n'est plus que le prétexte d'un discours de journaliste sur lui-même. Pourtant, ils sont là, bien là, les faits avec leur cortège de sang et de drames ; mais la profusion d'images et le flot de phrases les enrobent d'une sorte de brouillard d'interprétations, qui empêchent l'homme de la rue de se forger une opinion. Les médias ne sont plus crédibles. Ils se prétendent objectifs et véhiculent mirages et semi-vérités officielles... Comment ne pas comprendre que certains deviennent agressifs à force d'être floués. Mais même la critique de la presse en actes, « attentats » symboliques, journalistes conspués entre dans le jeu trouble de la manipulation de l'opinion. Nul doute, si l'on en croit des témoignages, que les bouculades visant des journalistes ne soient suscitées par la police — les « attentats » aussi sans doute. Car le meilleur moyen de détourner le sens d'un événement c'est que les journalistes parlent d'eux-mêmes... se transforment en « victimes » ou « héros ». Où sont sur vos écrans, dans vos quotidiens, les vrais acteurs de cette guerre, c'est-à-dire ceux qui la subissent ?

Alexandru Barladeanu, Dan Martian et Corneliu Manescu, sont actuellement députés au parlement ;

— les 25 anciens ministres et chefs du parti n'ont été jugés que pour leurs actes pendant la révolution et non pour ceux commis pendant 25 ans de pouvoir dictatorial. On les a d'ailleurs remis en liberté, faute de preuves !

— l'élimination rapide de Ceaucescu a permis d'éviter des révélations sur la répartition exacte des responsabilités au sein du régime précédent. L'un des juges du simulacre de tribunal a été trouvé tué par balle : on a conclu au suicide ;

— Iliescu refuse toute enquête plus approfondie sur l'implication des anciens membres du gouvernement dans les crimes de décembre 1989, ce qui corrobore l'hypothèse de sa responsabilité personnelle dans le bain de sang. Dans les milieux universitaires, on suppose qu'il a organisé les massacres dans la maison de la télévision et à l'hôpital de Bucarest pour légitimer sa prise de pouvoir, pour ne pas être soupçonné d'avoir instigé un coup d'Etat, puis pour éliminer les témoins de ses manigances. Le Premier ministre, Petre Roman, est suspecté d'avoir supprimé 15 militaires, spectateurs involontaires du rôle occulte de la nomenclature dans la révolution.

(suite P. 6)

T2137 - 813 - 10.00 F



F°P.2520

ANARCHISME ET SCIENCE POLITIQUE

# L'apprentissage de la force

Voici le troisième et dernier volet de l'étude de notre compagnon Philippe Chailan, faite autour du livre de Michel Dobry : *Sociologie des crises politiques*. Dans cette dernière étude, l'accent est mis sur la façon de gérer les périodes troubles de trans-

formation sociale. Toute une réflexion, tout un apprentissage est à mettre en œuvre en vue de se donner les moyens d'un véritable changement social et économique. Définir les enjeux permettant la moindre évolution... telle est un des objectifs. Connaître son « sujet », c'est déjà dominer.

**S**ÉULES des mobilisations mettant en cause, simultanément, les logiques de domination propres à plusieurs « secteurs » sociaux peuvent donner lieu à une transformation sociale radicale. C'est pourquoi les militants anarchistes ont toujours tenté, dans la mesure de leurs forces de faire converger les luttes des différents groupes dominés, et, ce faisant, de transformer les mobilisations « restreintes » à un seul secteur social, en mobilisations « multi-sectorielles ». Plus que jamais, cette convergence revendicative et offensive, où se retrouvaient les salariés des secteurs de production publiques et les salariés des secteurs de production privés, des groupes de précaires et de chômeurs, et les étudiants, par exemple, paraît un objectif souhaitable et nécessaire. Plus que jamais, l'exigence d'une *fédération des luttes des groupes dominés*, nous semble validée par une lecture anarchiste de la sociologie politique la plus rigoureuse. A cet égard, les conceptions stratégiques des anarchistes se révèlent bien plus pragmatiques que celles de l'extrême gauche.

Ce n'est pas seulement un parti pris idéologique, en effet, qui nous fait travailler à la convergence et à la fédération des luttes. Nous avons vu, dans un article précédent, que l'obstacle le plus important à une transformation radicale était la *complexité* même des systèmes sociaux modernes, composés de divers secteurs ayant chacun leur logique propre.

Or, dans les périodes de « crise » politique, sous l'effet des mobilisations « multi-sectorielles », ces secteurs (ou ces sphères sociales) se trouvent *décloisonnés* : c'est-à-dire que l'autonomie de chaque secteur (sphère universitaire,

sphères industrielles...) se voit réduite, et que leurs logiques interfèrent. Les acteurs politiques peuvent alors lancer des actions — ou jouer des « coups », si l'on préfère — qui traversent les différents secteurs : tel serait le cas d'une grève gestionnaire étendue à l'enseignement et à certaines grandes entreprises publiques, par exemple.

### Gérer l'incertitude des mobilisations

Par un mouvement analogue, dans ces périodes de « crises » politique, les espaces de confrontation propres aux divers secteurs (les « arènes ») se trouvent, eux aussi, *désenclavés*. C'est-à-dire que les liens routiniers, habituels, entre ces « arènes » et leurs enjeux coutumiers, ordinaires, ont tendance à se relâcher, ces enjeux perdant leur spécificité pour prendre un sens politique « global ». On peut imaginer, par exemple, que dans certaines conjonctures bien précises, les élections aux conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, les rivalités pour la représentativité syndicale dans telle branche industrielle, ou dans l'agriculture cessent d'obéir à des logiques spécifiques, habituelles, pour revêtir un sens qui « dépasse » leurs limites.

Ces cloisonnements et ces « désenclavements » donnent leur chance à des entreprises de transformation radicale qui tendraient à renverser, par-delà les « frontières » des divers secteurs, les multiples logiques de domination.

Mais, par ailleurs, et les tenants d'une transformation radicale ne doivent pas l'ignorer, de telles « conjonctures de crise », de telles mobilisations rendent aussi bien plus difficile, pour les acteurs sociaux, le contrôle et la maîtrise des « événements ».

D'une part, les individus et les groupes mobilisés éprouvent de grandes difficultés à définir les enjeux mêmes de la lutte, au fur et à mesure de sa rapide évolution. Car, ils doivent alors faire prévaloir, dans leurs calculs et leurs choix tactiques, des indices et des repères qui ne leur sont pas familiers, qui sont étrangers à la logique habituelle de leur secteur social. Les indices et les repères ordinaires sont brouillés ou effacés, en effet. Dans de telles conjonctures, par exemple, un syndicaliste doit prendre en compte non seulement les « maisons » concurrentes et leurs stratégies spécifiques, ainsi que le jeu des minorités syndicales, mais encore l'activité militante de l'extrême gauche, qui tente de se saisir de la mobilisation et

Les acteurs sociaux voient donc se réduire leur contrôle sur la portée de leurs propres actes, et sur la signification qui leur est attachée. D'où ce que les protagonistes des mobilisations appellent eux-mêmes les « moments de dérapage », et la sensation, si fréquente, d'une *perte de contrôle sur l'événement*.

Il est essentiel que les militants anarchistes repèrent ce phénomène d'incertitude « structurelle », c'est-à-dire liée à la logique même des mobilisations : il constitue, en effet, un grave obstacle à l'activité tactique, donc aux stratégies de transformation radicale. Se préparer à rencontrer de tels phénomènes (qui peuvent survenir dans des mobilisations plus « modestes »), c'est donner une chance

vaillleur », a-t-elle pu constituer une sorte de repère, d'indice unique pour définir, pour classer les différents individus : et l'on sait que ce genre de classements n'a rien de neutre, qu'il a été utilisé, dans le passé, par les candidats à la dictature et les prétendants à la domination, pour asséoir leur pouvoir et éliminer leurs adversaires. Un tel constat doit nous inciter, une fois de plus, à poser la stratégie et le projet anarchiste comme *affirmations des pluralités* : une société n'est pas une grande assemblée générale dont les membres seraient disposés à faire fusionner leurs intérêts ou leurs désirs ; et, tout en élaborant un consensus minimal entre égaux, il s'agit sans doute de choisir les tensions, le mouvement et les équilibres instables, contre l'indifférenciation mortifère. Rappelons, à cet égard, que l'élaboration d'un *droit anarchiste*, et l'instauration rapide de *contre-poids* et de *contre-pouvoirs* tous autogérés ne sauraient être pris pour un luxe dans le contexte, forcément périlleux, d'une transformation sociale radicale. C'est aux militants anarchistes qu'il revient de penser la gestion des tensions et des conflits, et de s'opposer à toute réduction des multiples dimensions sociales de l'existence individuelle.

On peut le dire clairement, au terme de cette étude : l'effort de Michel Dobry (comme de Bernard Lacroix, dont nous reparlerons) tend moins à refonder « la » science politique, qu'à fonder une *véritable science* politique débarrassée de toute métaphysique, de tout idéalisme. Comment ne pas penser, en le lisant, aux exigences d'un Spinoza ou d'un Nietzsche, en philosophie, ou, plus justement, à la tâche de dévoilement entreprise par un Bourdieu, en sociologie ?

Il faut consentir joyeusement à cette cruauté qui nous enseigne la lucidité en liquidant nos illusions, qui nous ramène au cœur du monde en détruisant nos « arrière-mondes » — nos mythes et notre « métaphysique ». Il faut dire oui à cette affirmation peut-être cruelle, mais nécessaire, selon laquelle tout est de l'ordre de la *relation*, de la *dynamique rationnelle*, et qui renvoie aux limbes de la théologie « essence », toute « vérité », tout « sens premier ». Car l'anarchisme, historiquement, a partie liée avec le matérialisme et le rationalisme critique le plus démystifiant.

Qu'apercevons-nous, en effet, dès lors que tout le fatras idéaliste a été récusé ? Des réalités mouvantes et « dures » à la fois, parce que solidifiées à travers nos représentations et nos « inter-actions » les plus quotidiennes : multiples dominations, multiples luttes sociales ayant pour enjeu la reproduction ou la subversion des logiques dominantes.

Dans un monde sans « essence » ni « vérité », où les différents sens s'engendrent dans la « guerre » et le « conflit », il s'agit d'affirmer ce que nous avons appelé le *pragmatisme* et le *pluralisme* du projet anarchiste. Il s'agit de *tuer ce qui reste du prêtre en nous*, pour libérer l'affirmation anarchiste, des chaînes du ressentiment et de la négation impuissante. Dans un monde sans « essence » ni « vérité », nous devons résolument nous vouloir, nous autres militants anarchistes, à la fois *chercheurs* et *stratèges*.

Philippe Chailan



« Le Père Peinard pour cinq pétards ». Reproduction d'une iconographie de la fin du siècle dernier, vantant l'achat du célèbre journal anarchiste de l'époque.

de la radicaliser : les « appels à l'unité » prennent alors un tout autre sens que dans les conjonctures routinières... Dans ces mêmes situations, un homme politique « responsable » peut envisager de recourir à une répression accrue, voire de faire appel aux forces militaires.

Leurs repères habituels se brouillant, les acteurs sociaux en présence ne savent guère comment estimer la « valeur » ou l'efficacité des ressources à leur disposition (manifestations, occupations, démonstrations de force, voire émeutes violentes). Et, pour la même raison, il devient d'autre part extrêmement délicat d'anticiper, de prévoir les coups probables de l'adversaire. Auparavant, dans les conjonctures « routinières », les acteurs étaient bel et bien dépendants les uns des autres : mais cette inter-dépendance était « locale », c'est-à-dire qu'elle s'inscrivait dans le cadre d'un secteur bien particulier, ayant ses propres règles du jeu et ses ressources spécifiques. A présent, la conjoncture de « crise » (dite aussi conjoncture *fluide*) leur impose une inter-dépendance tactique *élargie* : elle s'étend à de nombreux secteurs sociaux. Dès lors, l'efficacité des différentes ressources, des diverses actions envisageables, se révèle *incertaine* et *fluctuante*.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris  
 Directeur de publication : André Devriendt  
 Commission paritaire n°55 635  
 Imprimerie : Gaspard-Monge, 55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers  
 Dépôt légal 44 145 — 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
 Routage 205 — Publi Routage  
 Diffusion SAEM Transport Presse

supplémentaire aux militants d'aujourd'hui, et à ceux qui les suivront. C'est refuser de se cantonner dans une vision « moraliste » du monde. C'est, enfin, adopter un parti pris *stratégique*, et faire l'apprentissage de la force.

### Gérer les risques du processus de transformation

Bien que les acteurs des crises politiques subissent une incertitude permanente quant aux enjeux et aux conditions de la confrontation, ils vivent, aussi, selon le politiste Michel Dobry, une « simplification » de l'espace social. Et, si l'« incertitude » examinée plus haut nous incite à préciser nos stratégies, cette « simplification » nous condamne à préciser nos projets : il s'agit de savoir où l'on veut aller.

En effet, les mobilisations multi-sectorielles recèlent en même temps un énorme potentiel libérateur, et des risques non négligeables pour le sens libertaire de la transformation à laquelle elles peuvent donner lieu. Ces risques apparaissent liés à la « simplification » de l'espace social que nous avons signalée.

Alors que, dans les conjonctures « routinières », les acteurs sociaux sont insérés de multiples manières dans l'espace social — en tant que « citoyens », en tant que « salariés » ; en tant qu'individus ayant une « vie privée » —, les conjonctures de crise souvent tendent à réduire leur identité à une dimension unique. Ainsi, lors des épisodes révolutionnaires les plus connus, la qualité d'« aristocrate », de « patriote » ou de « tra-

Rédaction-Administration  
 145, rue Amelot  
 75011 Paris.  
 Tél. : (1) 48.05.34.08.

le monde  
**libertaire**

#### Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° 35 F	70 F	60 F
3 mois	13 n° 95 F	170 F	140 F
6 mois	25 n° 170 F	310 F	250 F
1 an	45 n° 290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays .....  
 A partir du n° ..... (inclus).  
 Abonnement de soutien   
 Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

ASSISES DU NORD

# Un skinhead condamné

**C**HRISTOPHE Lhorté, dit « Neurone », le skin qui d'un coup de *Doc Martens*, chaussures renforcées d'une coque métallique, avait tué Patrick Le Mauff un soir d'octobre 1988, dans un square lillois, comparait vendredi 18 janvier devant les Assises de Douai. C'est deux mois après le reste de la bande (cf ML n°s 804 et 805) que le principal acteur de cette nuit meurtrière répondait de ses actes devant la justice. C'est aussi dans un climat de violence, puisque l'on apprendait une semaine plus tôt qu'un des complices de « Neurone », Marc Grubica, avait commis un meurtre (lire ci-contre), que s'est ouvert ce procès.

Comme ses complices, Christophe Lhorté, deux ans après le meurtre, ne se souvient de rien et renie son appartenance au mouvement skin : « C'était du folklore ». Prêuve en est, sa coiffure a bien changé et ses cheveux tirés en queue de cheval en témoignent.

Après une analyse psychologique : « Un être faible, qui prend toute sa dimension en groupe » dira le psychiatre, la justice s'est penchée sur les faits et l'audition des témoins, les autres

membres de la bande. « Rien vu, rien entendu ! » se contentent de déclarer ceux-ci, en jurant ne plus appartenir au mouvement skin. Affirmation totalement fautive, puisque l'on peut toujours en rencontrer certains, en face de Lille III notamment, distillant leur propagande nationaliste et raciste pour le compte du Groupe Union-Défense, ou de Troisième Voie.

## Le procès des bandes skins ?

L'avocat de la partie civile, ainsi que l'avocat général s'efforcèrent de dénoncer l'idéologie et les agissements des skins, en général et de « Neurone », en particulier. Rappelons que celui-ci n'en est pas à son premier coup de force. En effet, il figurait déjà parmi les condamnés pour injures raciales lors de la ratonnade de Chateauroux.

L'avocat de la défense, après une dénonciation des bandes de skins « qu'on laisse agir en toute impunité tant

qu'ils se contentent de faire peur » s'attachait à démontrer les influences néfastes de celles-ci auprès d'une personnalité faible comme « Neurone ». Cependant, celui-ci tendait à s'en éloigner, puisque c'était « sa vie de skin » qu'il venait d'enterrer ce fameux week-end d'octobre.

Les jurés ont abondé dans ce sens, puisqu'ils ont condamné Christophe Lhorté à dix ans de réclusion criminelle, alors que l'avocat général avait requis entre treize et quinze ans. C'est donc la bêtise et l'idéologie raciste qui sont une nouvelle fois condamnées par la justice à Lille, après deux ans infligés aux complices de « neurone » pour non dénonciation de crime. Cependant, les actes et les discours racistes n'en continuent pas moins de faire leur chemin en France.

Qu'est-ce qui pourrait y mettre un terme si ce n'est l'action concertée d'une large frange de la population ?

José Da Costa  
(gr. Humeurs Noires de Lille)

MEURTRE

# Le skinhead Marc Grubica poignarde un jeune lillois

**D**ANS la nuit du dimanche 13 janvier 1991, vers 2 heures du matin, à la sortie d'un café de Lille, Nicolas Poitevineau, 28 ans, employé à la perception de Marcq-en-Barœul, et deux de ses amis sont pris à partie pour les dépouiller d'un blouson. Nicolas se lance à la poursuite des agresseurs pour relever le numéro d'immatriculation d'une de leurs deux voitures. Il revient auprès de ses amis et s'effondre mortellement blessé. Il a pris un coup de lame en plein cœur. L'auteur présumé du coup sera rapidement identifié, c'est Marc Grubica, un skinhead. Le motif : Nicolas aurait porté le regard sur sa copine !

Voilà un crime sordide à mettre, un fois de plus, à l'actif des skinheads lillois qui, déjà en 1988, avait froidement assassiné Patrick, un jeune de 27 ans, paisiblement assis sur un banc dans un square lillois.

Il n'y a pas si longtemps, le 19 novembre 1990, Marc Grubica était jugé au côté de ses complices pour avoir fait partie du groupe de skinheads qui, le 1er octobre 1988, accompagnait Christophe Lhorté, au moment où il assassinait Patrick Le Mauff.

Devant le tribunal correctionnel de Lille, les skins avaient adopté un profil bas. Non, ils n'avaient rien vu, rien entendu ! Non, ils n'avaient aucune idée politique ! Ce n'était qu'un groupe « musical » qui avait commis une erreur de jeunesse... Une de plus ! Car, les skinheads lillois, adeptes du mouvement Troisième Voie et du Parti nationaliste français et européen (PNFE), n'en sont pas à leur coup d'essai.

Depuis quelques années Marc Grubica a été dans tous les sales coups, comme on peut en juger au regard de l'inventaire qui suit :

— Le 5 septembre 1987, trois skins agressent des homosexuels, à Lille. Ils seront condamnés à treize mois de prison avec sursis ;

— Les 27 et 28 mai 1988, quinze skins ratonnent à Rouen. Ils seront condamnés à trois mois de prison ferme pour violences avec armes ;

— Le 27 août 1988, des militants fascistes participent au congrès néo-nazi européen, à Courtrai (Belgique) ;

— le 1er octobre 1988, Christophe Lhorté vient visiter son ami Marc Grubica. C'est ce dernier qui, après l'assassinat de Patrick Le Mauff, l'aidera à fuir ;

— le 3 novembre 1988, trois skins sont condamnés à huit mois de prison ferme pour diverses agressions faites les 7 et 30 septembre 1988 ;

— le 13 mai 1990, une cinquantaine de skins, réunis par Troisième Voie, manifestent à Lille. Parmi le service d'ordre, on retrouve Marc Grubica.

## Grubica, un skinhead parmi d'autres !

Certes, le 26 novembre 1990, Grubica fut condamné à huit mois pour dissimulation de preuve, après l'assassinat de Patrick. Et cinq de ses complices à 2 ans de prison ferme, pour non assistance à personne en danger. Mais deux d'entre eux, mis sous mandat de dépôt à l'audience, étaient libérés à peine trois semaines plus tard par une décision du Président de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Douai. Les deux skins, Pattin et Collard, ne se sont-ils pas présentés comme de sages étudiants et n'ont-ils pas déclaré avoir abandonné toute activité politique néonazie !

Ceci dit, les étudiants de Lille III peuvent toujours voir les skins en question déambuler avec leurs « anciennes » relations et afficher le même lok et insignes sans équivoque sur leurs idées fascistes.

Et pour Pattin, en tous cas, il a participé à peu près aux mêmes affaires que son ami Grubica.

Cette libération n'a-t-elle pas donné aux skinheads lillois le sentiment qu'en fin de compte ils pouvaient bénéficier d'une relative impunité ?

La mort de Nicolas Poitevineau ne doit pas être banalisée ! Comme nous l'avons fait après l'assassinat de Patrick, comme, naguère, après l'agression de la Braderie de Lille, il faut agir et riposter !

Information transmise par  
le groupe Humeurs Noires de Lille

## EN BREF

### ROCK ALTERNATIF

Le groupe Dezeret Culturel sera au New, à 21 h, à la Seyne-sur-Mer, le vendredi 1er février, et le samedi 2 février, au Centro Sociale Sobbalzo, à Imperia (Italie).

### « RUPTURES »

Edité par l'OCL-Champigny, le numéro 43 de *Ruptures* est en vente à la librairie du Monde Libertaire. On peut aussi se le procurer par abonnement au prix de 90 F (120 F, pour l'abonnement de soutien). Les chèques sont à libeller au nom de Marc Alizon et à envoyer à *Ruptures*, BP 1, 94501, Champigny cedex.

### ENSEIGNANTS CONTRE LA GUERRE

Le syndicat Santé-Social-Education de Lille et de la région Nord, membre de la CNT-AIT, proteste contre les difficultés faites à l'encontre de certains instituteurs de la région ayant voulu introduire une vision critique de la guerre dans leur classe.

Il appelle tous les enseignants à se mobiliser, à se coordonner dans des comités anti-guerre et à réfléchir sur les moyens d'action (conseils d'école extraordinaires, grève générale...).

D'autre part, le syndicat a décidé de lancer une campagne d'information sur le refus de l'inspection et de la notation. Pour toute information à ce sujet, on peut le contacter à l'adresse suivante : 1/23, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Tél. : (16) 20.47.62.65.

### « LA GROSSE BERTHA »

Enfin, un journal de guerre comme nous les aimons ! Cabu, Loup, Siné, Wilhem et une vingtaine d'autres excellents dessinateurs se sont réunis pour éditer *la Grosse Bertha*, hebdomadaire vendu dans les kiosques. Cartons énormes et salutaires sur les médias officiels, leurs conseillers militaires, les nouveaux fans du vert kaki... Ragueur comme *Charlie Hebdo* de la belle époque, drôle et méchant. En vente tous les jeudis, au prix de 15 francs... Provence-Côte d'Azur : un kilo de sucre.

## PRESSE Le suicide d'Hara Kiri

*Hara Kiri*, l'ex-canard du professeur Choron, a débuté sa carrière en 1960. Depuis que de chemin parcouru entre provocation et dérision, censure et succès !

Etape finale du journal : novembre 1990. En effet, c'est à cette date que Daniel Cosculluela, psychiatre à Bergerac, a racheté *Hara Kiri* pour 80 000 francs. Ce psychiatre se qualifie par ailleurs de « libertaire proche du mouvement situationniste ». Bon, passons. Mais là où le bât blesse, c'est que le bras droit de ce monsieur n'est autre que Bruno Larebière, ancien rédacteur en chef du mensuel néo-nazi le *Choc du Mois* et directeur de la revue *Homme de Guerre*.

*Hara Kiri* aura donc suivi le même sort que le *Crapouillot*. Anticonformistes, ces deux journaux l'étaient ; d'extrême droite, ces torchons le sont devenus.

Nous le savons, les fascistes intègrent de nombreux rouages de la société. Les syndicats, les associations, les comités de quartier, mais aussi la presse en sont les exemples flagrants. Il y a donc deux leçons à tirer de cette histoire. La première : c'est que *Hara Kiri* n'a plus rien à voir avec celui d'antan, il serait bon de s'en rappeler et de le faire savoir. La seconde : c'est que face à la mainmise grandissante des fascistes sur une part non négligeable de la presse, les libertaires ont intérêt à serrer les coudes. Les journaux, fanzines et radios qui participent à une véritable contre-information s'inscrivent dans un processus de transformation sociale sont donc à développer et à renforcer, sinon... *hara kiri* !

Groupe Henri Marius du Gard

LA LIBERTÉ DE LA PRESSE BAFOUÉE

# La chasse aux canards sauvages est ouverte !



**T**REIZE personnes, dont plusieurs collaborateurs de *Mordicus* et des membres de leur entourage, ont été appréhendées mercredi matin 23 janvier à Paris et dans la région parisienne par la police judiciaire, agissant sur commission rogatoire du juge Bertella-Geoffroy. Les films nécessaires à la parution du numéro 2 de *Mordicus* ont été saisis.

Cette rafle intervient dans le cadre d'une enquête sur le groupe Os Cangaceiros, qui lutte contre le système carcéral. *Mordicus*, comme de nombreux autres journaux (*le Monde*, *Libération*, *le Figaro*, *le Monde libertaire*, *Rebelles* (bulletin de la COPEL), *Minute*, *le Soir* (de Bruxelles), etc.), a publié dans son numéro de décembre 1990 des extraits du dossier *Treize mille belles*, diffusé par ce groupe à 10 000 exemplaires.

Il est clair, pour nous, que l'opération déclenchée par la police judiciaire a

pour but d'empêcher la parution normale d'un journal tiré à 30 000 exemplaires, diffusé en kiosque, et qui a déjà rencontré un succès certain.

A l'heure de l'union sacrée, on voudrait faire taire les rares voix qui s'élèvent contre le consensus.

Si nous sommes déjà soumis à l'état d'urgence, qu'on le proclame !

Le collectif de rédaction  
de *Mordicus*,  
le 23 janvier 1991

## Sus à « Mordicus »

Rafle, perquisition, garde-à-vue... Il semble bien que la publication, par le mensuel *Mordicus*, d'extraits du dossier de Os Cangaceiros, ait suffi pour que nombre de ses rédacteurs soient arrêtés, gardés à vue jusqu'à 48 heures, puis relâchés sans qu'aucun chef d'inculpation n'ait été prononcé. En période de désinformation intense, l'occasion était belle pour la police de « donner un coup de pied dans la fourmillière », c'est-à-dire de procéder à l'intimidation d'un collectif de rédaction par trop virulent.

Malgré la rafle et la saisie des films du n°2, *Mordicus* reparaitra en février. Nous assurons à son équipe notre entière solidarité. Que la presse libre continue à hurler !

Le Comité de rédaction

CONTRE LES PACIFISTES...

## Une justice de va-t-en-guerre

Il fallait s'y attendre, le pouvoir n'est pas resté insensible à l'agitation pacifiste entreprise ces derniers jours en vue de protester contre la guerre du Golfe. A Clermont-Ferrand, tout d'abord, le quotidien *la Montagne*, en date du 18 janvier, se fait l'écho d'une peine de trois mois prison ferme infligée à cinq militants pacifistes, qui se sont rendus coupables d'un « attentat » contre un bureau de recrutement de l'armée de l'air.

Au soir du 16 au 17 janvier, Frédéric Aumaître, 24 ans, découvre la guerre à la radio. Un affaire qui a de quoi scandaliser. Lorsque ses amis Yves Ranassia, 35 ans, Patrick Benoit, 27 ans, Evelyne Do-Nascimento, 31 ans, et Véronique Guillemard, 24 ans viennent le retrouver, les esprits s'échauffent face à « ce fait insupportable ». Il est décidé d'accomplir, en réaction, quelque chose. D'où l'idée d'un « attentat ». Sont alors confectionnés cinq cocktails Molotov, et est désigné un objectif. Dans la mesure où l'aviation est en cause en ce début de guerre, le choix se porte sur un bâtiment de l'armée de l'air. C'est donc un établissement situé rue Maréchal-Joffre qui va servir de cible. Résultat de cette action : 5 000 francs de dégâts, pas grand chose, qui donne un sens hautement symbolique à l'« attentat ». L'armée ne jugera même pas bon de se constituer partie civile. Comme si cela ne suffisait pas, voilà que nos cinq amis s'en prennent à des poubelles, qu'ils incendient. Un geste gratuit qui va les perdre, puisque les policiers clermontois vont alors leur mettre la main au collet.

Jugée dès le lendemain par une cour présidée par Mme Gaudet, la petite bande pacifiste se voit écoper de trois mois ferme. Et comme le dit en bon moraliste le quotidien *la Montagne* : « En infligeant trois mois fermes, la justice clermontoise a voulu montrer qu'on ne badine pas avec des actions qui peuvent s'apparenter au terrorisme, surtout en période troublée ».

Au soir du 17, lors d'une manifestation contre la guerre organisée en



Les pacifistes clermontois arrivant au tribunal. Photos publiées dans *la Montagne*.

ville, il ne restait plus aux anarchistes clermontois qu'à lancer : « Libérons les pacifistes ».

### Clermont-Ferrand, Paris... et après ?

Deuxième manifestation du pouvoir, ce compte-rendu d'un procès effectué par *le Monde*, en date du 22 janvier, qui débute ainsi : « sept pacifistes, "casseurs" présumés, ont comparu devant la 23e chambre correctionnelle de Paris, samedi 19 janvier. » Là encore il s'agit d'une procédure d'urgence, puisque l'affaire remonte au soir du 17 janvier. Une affaire qui se résume en quelques bris de glaces et échauffourées avec les forces de l'« ordre ». La justice pensait avoir en face d'elle des « casseurs professionnels », or rien de cela et le représentant du ministère public d'indiquer : « Ce sont des acharnés de fin de cortège, des anarchistes et des casseurs occasionnels ». Une conclusion qui n'appartient qu'à lui dans la mesure où les « casseurs » se

sont refusés à émettre le moindre conviction politique, comme, du reste, ils se sont refusés à reconnaître les faits reprochés — hormis un citoyen espagnol, qui a reconnu avoir lancé des canettes de bière sur les CRS. C'est donc en s'appuyant uniquement sur les témoignages de policiers et de gardes mobiles que le procureur a pris ses réquisitions : des peines d'emprisonnement avec sursis, assorties d'un travail d'intérêt général. Comme l'indique *le Monde* : « Le tribunal s'en est fait l'écho ». José Falcon, menuisier espagnol, âgé de 33 ans, a écopé de huit mois avec sursis. Six mois d'emprisonnement avec sursis pour Yvan Blancho, 22 ans, et Laurent Dezileau, 20 ans, tous deux étudiants, ainsi que pour Didier Alix, 37 ans, gardien d'immeuble et Joël Sérou, 25 ans, informaticien. Cinq mois de prison avec sursis pour Alain Eude, 18 ans et deux mois de prison (sursis supposé, mais non précisé) pour Gustave Doulaghe, 28 ans, qui vit de « petits boulots ».

Cette affaire parisienne, faisant suite à l'affaire clermontoise, un fois encore, montre combien l'Etat va-t-en-guerre, malgré la désapprobation d'une large frange de l'opinion, est soucieux d'étouffer dans l'œuf les manifestations un peu virulentes de certains pacifistes. Et à l'heure où nous écrivons ces lignes on peut douter que les choses en resteront là. Que d'autres manifestations se terminent plutôt mal, que d'autres jeunes gens se découvrent une passion toute neuve pour les explosifs artisanaux et nous verrons la justice distribuer avec célérité et sévérité des condamnations. Décidément, le système perd les « pédales ». Dans un monde où l'on n'écoute plus la rumeur de la rue, où le pouvoir s'auto-intoxique de sondages-plebiscites largement trafiqués le divorce entre l'opinion publique et les institutions est un gouffre. Aucune condamnation ne viendra le combler.

Claude Nepper  
(gr. François-Rabelais)

### COMMUNIQUE

Le dossier « Contraception et avortement » n'est pas clos. Nous poursuivons la parution des deux derniers volets dans nos prochains numéros.

La rédaction

ANTIMILITARISME

## Avec Gilles Perrault !

« Nous nous sentons en rupture totale, nous appelons à la désertion et au sabotage de la machine de guerre française, nous ne sommes pas des patriotes dans un conflit pareil. » Cette déclaration de l'auteur de *Notre ami le roi* n'a pas du tout été appréciée par les va-t-en-guerre. De Montand à Pasqua, du général Schmitt au porte-parole de l'Elysée, M. Le Pensec, en chef, ils ont trouvé ces propos « méprisables », « dégueulasses » et « répréhensibles »... Non content d'en rester là, le ministre de la justice, Henri Nallet, a même ouvert une enquête, car affirme-t-il, de tels appels tombent « sous la loi du 29 Juillet 1881, réprimant la provocation des militaires à la désobéissance ».

C'est reparti ! Comme en 14... mieux, comme en 60 (l'« Appel des 121 » personnalités contre la guerre d'Algérie), le spectre de la cinquième colonne hante, à nouveau, les couloirs ministériels et les esprits bellicistes ! Tous ceux qui sont contre la guerre sont au choix : « munichois », « lepénistes », « traîtres », ou mieux à enfermer au plus vite !

« Qu'on s'entretue en paix, merde ! », voilà le slogan des nouveaux croisés !

Et bien, non ! Il va falloir, encore une fois, compter avec nous, avec Gilles Perrault et beaucoup d'autres... Et sachez-le, nous ne sommes pas non plus des « pacifistes bêlants » !

Gilles Perrault ne sera pas condamné, car il n'est pas condamnable ! Les coupables, ce sont tous ces juges, tous ces bons apôtres de la folie guerrière !

Gilles Perrault a raison. Il en appelle, dit-il, « à la tradition du mouvement ouvrier français de lutte contre les guerres coloniales et impérialistes ». Nous aussi, nous en appelons à cette tradition ; avec ce plus : ce sont les Etats qui génèrent les guerres !

Avec lui, nous sommes et resterons, quoi qu'il arrive ! Alors, les « matamorts » n'auront qu'à bien se tenir !

Alain Dervin

### MEETING-DEBAT ANTI-GUERRE A TOULON

L'Union régionale Méditerranée de la FA (Nice, Toulon, Marseille) organise, le vendredi 8 février, à 20 h 30, à la salle Mozart, une réunion-débat sur le thème : « Guerre à la guerre ». Une table de presse sera tenue, pour l'occasion. Entrée libre.

CONTRE LA GUERRE ... AGIR !  
RÉUNION - DÉBAT FA  
MARDI 12 FÉVRIER 20H30  
127 RUE MARCADET PARIS 18

### APPEL A LA SOLIDARITE FINANCIERE

En raison de la guerre, la Fédération anarchiste mène une campagne anti-guerre intense, qui se caractérise par la publication de n° spéciaux du *Monde libertaire*, la tenue de nombreuses réunions parisiennes et provinciales, la publication d'affiches et de tracts. Pour conduire cette campagne à bien nous sollicitons, encore une fois, votre aide financière.

Vos chèques sont à libeller à l'ordre de DMC / Radio-Libertaire (mentionnez au dos : « Caisse de guerre ») et à envoyer à la librairie du Monde Libertaire : 145, rue Amelot, 75011 Paris... Par avance, merci.

SAMEDI 26 JANVIER

## Journée internationale contre la guerre

A nouveau, pacifistes et antimilitaristes de tous poils et de toutes nationalités s'étaient donnés rendez-vous dans les rues des grandes villes le samedi 26 janvier. A Paris, plusieurs milliers de manifestants ont défilé de République à Port-Royal. Une dispersion « surprenante » de la part du PCF et de la CGT, à la hauteur du Châtelet, a jeté, un moment, un léger doute dans les rangs. Mais qu'ils soient du Forum pour une paix juste ou répondant aux signataires de la Paix maintenant, ou encore soutenant les « 75 », nombreux sont ceux qui ont poursuivi jusqu'au Luxembourg et au-delà en criant : « Y'en a marre de la guerre ! » ou « Guerre à la guerre ! ». Les libertaires, une fois encore, étaient bien représentés (3 000 personnes). Et malgré quelques éclats en fin de manif, après dispersion, tout le monde rentrait au chaud vers 19 heures !

En province, d'autres manifestations ont eu lieu, notamment à Toulon — où l'on notait la présence de 150 manifestants dans les rangs de la Fédération anarchiste —, à Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Bordeaux...

A l'étranger, une fois encore les Allemands ont été les plus nombreux, à travers tout le pays. Par exemple, dans la seule ville de Bonn, plus de 100 000 pacifistes ont défilé. Ils étaient plusieurs milliers à San Francisco (entre 75 000 et 200 000, selon les sources), presque autant à Washington. A Tokyo, ils étaient 15 000. A Genève, on en comptait 20 000...

C.N.

COMITES

## Contre toutes les guerres

Vendredi 25 janvier, salle de l'AGECA, à Paris, la soirée aurait dû être consacrée à un débat sur l'avortement et la contraception libres et gratuits. Pour cause d'actualité, les organisateurs, les groupes anarchistes de l'Est parisien, ont préféré privilégier l'action pour la paix.

Après un bref rappel sur les origines du conflit et les raisons politico-économiques qui ont amené les Occidentaux à intervenir militairement dans le Golfe, les syndicats ont été passés en revue ! Quelles sont depuis le début du siècle leurs positions face à la guerre ? Réponse : seule la vieille CGT et les plus jeunes syndicats CNT, SUD-PTT et CRC-Santé ont eu la faveur des intervenants. En effet, le slogan « Guerre à la guerre ! », repris aujourd'hui par de nombreux syndicalistes et pacifistes date de 1912, une formule alors lancée par le Bureau confédéral de la CGT.

Ces éléments historiques réaffirmés, Nelly (avec les camarades féministes présentes) a rappelé l'opposition totale des femmes à toutes les guerres ! S'en est suivi un débat animé, qui devait se conclure par des créations de comité contre la guerre sur les 11, 18, 19<sup>e</sup> arrondissements :

— Femmes contre la guerre : tous les mardis à 19 h, à la Maison des Femmes, 8, cité Prost, 75011 Paris (non mixte) ;

— Comité anti-guerre du 18<sup>e</sup> arrondissement : permanence à la Maison de la Concertation au 16, rue Bonnet. Tél. : 42.29.16.71 ;

— Comité anti-guerre du 19<sup>e</sup> arrondissement : réunion le vendredi 2 février, à 20 h, au 83, rue de Flandre.

Au delà de ces trois rendez-vous, il est à noter la création d'un collectif de journalistes contre la guerre et la désinformation (288, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. Tél. : 45.50.40.31) et d'une cellule de vigilance contre la répression des communautés arabes et musulmanes, animée par les avocats Mr Dechézelles, Martineau (47.05.18.55), Parodi (43.54.31.75) et De Felice.

Vous pouvez également contacter les mal-logés, le dimanche matin, au 34, rue des Vignoles, 75020 Paris.

N'oubliez pas le rendez-vous permanent, place de la République, chaque soir de la semaine, à 18 h 30.

A.D.

# Halte au feu !

(suite de la une)

Quant au PCF, qui se saisit de l'actuelle mobilisation comme d'une ressource pour s'affirmer de nouveau face aux gouvernants socialistes, a-t-il, dans le passé, dénoncé l'aide militaire que la dictature soviétique apportait à la dictature irakienne ? Nous ne sommes pas, comme certains politiciens de gauche, des pacifistes bêlants qui choisissent les « bonnes » armées et les « mauvaises ». A fortiori, nous n'avons rien de commun, faut-il le dire, avec ces fascistes français dont l'antisémitisme se nourrit au rêve mégalomane de leur idole irakienne. Et l'immense majorité des citoyens qui manifestaient ce samedi ne se laissera pas prendre, espérons-le, à certains slogans ambigus ou Mitterrand et Bush se trouvent épinglés, mais jamais Hussein.

Antimilitaristes toujours, munichois et collabos jamais, les anarchistes se doivent de retourner l'insulte contre les insulteurs : la colère appelle ici une froideur toute administrative. Nommons donc, pour que rien ne se perde, les entreprises françaises, avec l'appui de la droite, des socialistes et des communistes quand ils partageaient le pouvoir, ont collaboré à l'effort militariste de Hussein :

— Atochem, qui a fourni l'Irak en matériel visant à la fabrication d'armes chimiques, pour le compte de Montedison ;

— Carbone Lorraine, qui a fourni aussi en armement chimiques, comme sous-traitant de la société Protec ; et

Vide industriel, Pirep, Prévoist, SVCM sont dans le même cas :

— Protec SA a travaillé avec la firme allemande Karl Kolb, laquelle a entrepris pour le compte de Hussein l'installation de l'usine d'armes chimiques de Samarra (Protect SA a plus particulièrement fourni Samarra en « précurseurs » Tabun) ;

— la société Sagem a procuré à Hussein des systèmes de guidages de missiles ;

— la SEP, des moteurs de fusées et des « gicleurs » ;

— la SNPE, du carburant pour fusées ;

— Framatome, du combustible nucléaire pour le réacteur Osirak ;

— Saint-Gobain a fourni l'Irak en technologie nucléaire ;

— Technatome a réalisé le réacteur nucléaire Osiris ;

— Usinor-Sacilor a fourni des aciers spéciaux pour centrifugeuses (technologie nucléaire) ;

— Intespace, des caméras infrarouge à haute résolution pour satellites d'observation ;

— enfin, Thomson-CSF a réalisé une usine électronique, SAAD 13.

Encore ne s'agit-il là que des fournisseurs d'armements non conventionnels : missiles chimiques et balistiques, ou technologie militaire avancée.

De tout cela, Mitterrand n'a évidemment pas soufflé mot, lors de ses vœux de nouvel an... et c'est été difficile, dans une allocution où revenaient, semble-t-il, bien des réminiscences de ses lectures droitistes de jeunesse.

Roland Dumas, à qui il arrive de faire de l'esprit quand il s'agit de jouer avec la peau des autres, disait l'autre jour, stigmatisant les « munichois » : « On se couche avec la livrée de Briand et on se réveille avec la jaquette de Pierre Laval. » Bien des Français ont cru voir Mitterrand se coucher avec le costume de Jaurès, et ils le voient se relever avec la jaquette de Barrès. Ce patriote méritant, mais aux yeux mal dessinés, qui ne parvint jamais, en 1914, à trouver la porte du bureau de recrutement de l'armée, quoiqu'il l'ait indiquée aux autres...

Toutefois Mitterrand, amateur de Barrès, est également un fin lecteur de Chateaubriand : on conseille à cet humaniste casqué, dans la bouche duquel le lyrisme le dispute au néant, de relire ce jugement sans appel que portait, justement, Chateaubriand sur Louis-Philippe : « Le roi était un homme d'esprit dont la bouche était animée par des torrents de lieux communs. »

Ces torrents de lieux communs, dont Mitterrand n'a certes pas le monopole, nourissent aujourd'hui les torrents de feu où se noie le Moyen-Orient.

Philippe Chailan

NDLR : les nom des sociétés ayant fourni Saddam Hussein en armements non conventionnels ont été publiés par Eric Laurent et Pierre Salinger, dans *Guerre du Golfe, le dossier secret*, Olivier Orban éditeur, pp. 295-304.

SANTE

## La guerre contre le droit à la vie

**A**LORS que depuis 1983, on réduit les budgets de tous les hôpitaux publics, alors que les conditions de travail imposées aux personnels de santé se sont dégradées régulièrement depuis que Mitterrand est au pouvoir, tout comme les conditions de soins, alors que les services d'accueil des urgences débordent sous la demande pressante des plus démunis d'entre nous : personnes âgées, plus celles et ceux que la protection sociale abandonne aux aléas précaires du RMI et autres bricolages démagogiques de la politique socialo-charito-comique de lutte contre le chômage de l'Etat consensuel, alors que le taux de suicides augmente chez les enfants de moins de 15 ans et que l'on vient allégrement de voter un nouvel impôt pour faire face aux dépenses sociales, voilà qu'ils osent... voilà qu'ils nous refont le coup du droit, le coup de la solidarité, le coup de la réquisition, sans vergogne, sans une once d'hésitation, sans un zeste de scrupule. Et pour cause : c'est légal et statutaire.

Malgré cela le gouvernement est prêt aujourd'hui à « ponctionner » des moyens matériels et humains destinés aux malades « civils » au profit des héros plus ou moins « volontaires » de l'abattoir organisé dans le Golfe.

Alors qu'on a tenté de nous lessiver consciencieusement le cerveau avec le coût exorbitant des dépenses de santé, voilà que les dirigeants français — champions des droits de l'homme — nous entraînent dans un conflit qui va multiplier le besoin de santé.

Car la guerre dans le Golfe va entraîner toutes sortes de traumatismes à long terme : physiques et psychologiques, même pour ceux qui auront survécu.

Les effectifs actuels de personnels soignants ne suffisent pas actuellement à faire face aux besoins. Ils suffiront encore moins avec des traumatisés supplémentaires qui, s'ils sont militaires, seront présentés comme des patients prioritaires au détriment des autres. La réquisition n'a pas d'autres sens. La guerre contraint les personnels soignants civils à « choisir un malade plutôt qu'un autre ». C'est là où réside le scandale éthique dans lequel nous devons refuser de rentrer.

A l'instar du personnel de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, il est urgent de crier notre refus d'une logique qui n'est pas nôtre. Ré-affirmer que notre métier c'est de sauvegarder la vie et que nous refusons l'organisation internationale de la mise à mort. Que la guerre est un crime en toute circonstance, « que nous sommes de la race humaine et que nous refusons la barbarie ». Des collectifs anti-guerre doivent se constituer dans tous les établissements de santé, afin d'organiser la contre-offensive des travailleurs de la santé et que nous soit rendue la liberté d'exercer notre profession comme nous l'entendons, pour le droit à la santé et à la paix de tous les êtres humains.

Yolaine Guignat (Infirmière)  
(gr. Pierre-Besnard)

### Nous sommes confrontés à une absurdité gigantesque

Cela permet au gouvernement d'aujourd'hui de mettre en pré-réquisition 5 à 6 hôpitaux de l'Assistance publique, ainsi qu'un plan « blanc » envisageant le « déversement » des patients accueillis dans les hôpitaux militaires vers les hôpitaux civils pour garder des lits disponibles destinés à accueillir les premiers soldats, victimes de la guerre. On fait semblant d'oublier octobre 1988 et l'avertissement des infirmières : on ne peut plus répondre aux besoins des usagers, faute de personnels supplémentaires, en raison de la fatigue, faute de motivation. On ne peut pas être infirmière plus de 5 ans consécutifs. On craque, on démissionne, on fait autre chose.

DROIT INTERNATIONAL

## François Mitterrand, génération guerrière ?

**L**a déclaration de guerre de François Mitterrand, faite auprès du parlement français, afin d'obtenir son soutien en vue de résoudre la situation dans le golfe Persique est choquante en ce sens qu'elle prône la guerre comme solution au respect du droit international, celui défini dans la charte de l'ONU.

Déjà, les manifestations de paix prévues sur Paris ont été interdites et tout affichage ou simple déclaration publique allant dans le sens d'un appel à la paix, à l'insoumission, à la désertion sont à « limiter au nom de l'effort de guerre ». Au nom de quel droit seront bientôt bafouées nos libertés de s'opposer à la guerre ?

Il convient donc de se poser deux questions : qu'est-ce que le droit international ? Et quel valeur a-t-il pour que les gouvernants occidentaux engagés dans le conflit déclarent la guerre en son nom ?

Qu'appelle-t-on une démocratie à partir du moment où l'Etat peut se substituer totalement ou en partie à la volonté populaire ? La constitution permet, en effet, au Président de la République de décréter l'état d'urgence et donc de s'assurer les pleins pouvoirs.

Les libertés publiques sont très limitées, car la raison d'Etat passe bien avant celles-ci en temps de paix. Elles finissent en peau de chagrin en temps de guerre, car même la majorité ne peut aller contre les décisions de l'Etat (manifestations massives en faveur de la paix, évictions même au sein du Parti socialiste de ceux qui proclament ouvertement leur opposition à la guerre).

Le droit est un concept de base qui part

du droit naturel (ou selon la nature) au droit créé, inventé par l'homme dit civilisé et donc répondant aux imaginations les plus farfelues, les plus sordides de la soi-disant humanité.

Car, le droit international est une de

s'adapte aux situations nouvelles et alors, place à l'arbitraire car plus personne (ni même un juge) ne peut prétendre connaître les règles du jeu puisque ce jeu de lois est sans cesse modifié par la jurisprudence, les traités internationaux...



ces créations d'humanistes en mal de sensations fortes qui s'imaginent tout à coup que le monde doit se référer à un droit unique décidé par quelques uns. En occurrence, celui des pays économiquement forts.

Le droit international tout comme d'autres produits de synthèse tels que le droit civil, le droit des affaires, le droit administratif, le droit du travail... est aussi un concept flexible, c'est-à-dire qui

qui se font et se défont, bien souvent de manière contradictoire. Ainsi, le droit, celui que l'on jette sans arrêt à la tête des gens sort vainqueur de situations complètement ambiguës.

C'est pour cela que la France s'engage dans la guerre du Golfe. Car, c'est ici le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes qui est mis en avant pour condamner l'invasion du Koweït par l'Irak ; droit qui camoufle des intérêts économiques sor-

didés : celui de piller les richesses naturelles des peuples qui peuvent disposer d'eux-mêmes.

Chacun sait que si le Koweït détenait des cacahuètes, du café, du cacao ou des bananes, le droit international n'aurait pas été le même. Je doute fort que l'ONU aurait déclaré une guerre dans ce cas. Que signifie le droit international alors qu'il se réfère à des frontières fixées par de multiples invasions (Lituanie...) ou des traités d'ingérence coloniale (Koweït...). Quelle garantie donne-t-il au peuple face au coup de force des grandes puissances par mercenaires interposés (Nicaragua...)?

La France est le pays du droit, nos gouvernants aiment beaucoup nous le rappeler, surtout pour légitimer leur volonté guerrière. Car ne l'oublions pas, le droit de l'argent, le droit des intérêts internationaux sont bien respectés ici de parce qu'on leur reconnaît une valeur fondamentale puisque intrinsèque et donc bien supérieure aux droits de l'homme — celui, par exemple de dire non à la guerre, de refuser d'aller se faire tuer pour des pétrodollars, pour la société de consommation et de spéculation.

Le droit est le support de la démocratie de type occidental, par conséquent, une démocratie indirecte est ce régime de l'arbitraire où l'art d'accorder les

situations excelle pour sauvegarder des intérêts économiques et politiques (électoral). Car le droit est cette chose molle sans consistance qui se raidit d'un seul coup aux sons lointains des canons et s'adonne à l'orgasme des ambitions guerrières. Nous sommes entrés en guerre au nom du droit économique. Ne pleurons pas si, aujourd'hui, le tiers monde jette lui aussi des ambitions guerrières au nom de défense collective face à l'exploitation et au pillage systématique de leurs richesses par les pays dits civilisés.

Un conflit armé est toujours le résultat non pas d'une incapacité à trouver des solutions négociées mais d'une grande perfidie dans les règles du jeu de l'échange et de partage des richesses mondiales. Et cette perfidie va loin ici, quand M. Mitterrand ose appuyer ses propos guerriers en se référant à Jean Jaurès qui, lui, était le premier à dénoncer toute action guerrière et à prôner des thèses tiers mondistes honnêtes, exemptes de démagogie à des fins électoralistes.

Quand va-t-on cesser cette grande mascarade d'union nationale, si ce n'est par l'abstention générale aux élections et donc la prise en main de manière directe de notre destinée. Un jour peut-être la barbarie civilisée fera place à l'idée de citoyenneté.

Catherine Delépine (gr. de Dieppe)

# Une révolution en deuil

(suite de la une)

Actuellement, les partisans les plus intègres de l'opposition refusent toute participation au débat parlementaire, laquelle reviendrait à légitimer le gouvernement. Ils veulent limiter leurs actions à la contestation dans la rue. Leur devise est la lutte pacifique, mais la violence policière ayant redoublé lors de leurs manifestations, ils envisagent un grève générale, pour tout le pays. Pour l'instant, les syndicats s'y refusent... ayant obtenu du gouvernement des avantages économiques.

Iliescu s'est arrogé le contrôle du total de l'Etat, cumulant les fonctions de Président, de chef de l'armée et des services des renseignements au mépris des règles démocratiques. Il est surnommé par le peuple, à juste titre, Ceausescu II. Cette oligarchie annule complètement la démocratie roumaine. Dans la législation, la jurisprudence, l'armée, la politique et les services des renseignements les vieilles structures ont été gardées.

Le peuple vit toujours dans la peur. On estime à 200 000 personnes les effectifs des services de renseignements, et les forces de l'ordre sont deux fois plus nombreuses. Après la sanglante répression des manifestations de juin 1990, occasionnée par les mineurs, nombreuses sont les familles qui n'osent pas déclarer leurs morts par crainte des représailles. On surveille les journaux et les partis d'opposition, ainsi que les anciens dis-

sidents dont le téléphone est sur écoute, et dont le courrier est systématiquement ouvert.

D'autre part, la détérioration de la situation économique a conduit à une misère plus grave encore que sous l'ancien régime. Les prix, libéralisés, ont triplé en trois mois ; alors que les

ra s'élève à 9 000 lei, celle d'un paysan à 50 lei (l'équivalent du prix d'une bouteille de vin).

Dans les magasins, on ne trouve que des légumes salés et des fruits en bocaux. De peur d'une pénurie encore plus cruelle les gens font des provisions de tout ce qu'ils peuvent acheter.



La foule manifeste, en décembre 1990, à Timisoara contre Iliescu. © F. Fliege

salaires sont maintenus au même niveau : entre 2 700 et 4 000 lei par mois (1 FF = 30 lei). Les inégalités sociales se sont accrues. La retraite des premiers rangs de la nomenclature

Suite aux économies d'énergie imposées par le gouvernement la température des logements n'excède pas 10°C. Survivre en Roumanie implique un recours systématique au troc, à

l'escroquerie, de sorte qu'on y consacre plus de temps (et d'énergie) qu'à son travail. Le vol et la corruption règnent en maître. Même les convois occidentaux d'aide humanitaire sont souvent attaqués et pillés en route, ou encore la marchandise est détournée par un haut fonctionnaire qui la revend au marché noir.

La vie, le travail, les idéaux, l'espoir d'une existence différente sont affectés par l'impuissance du pouvoir à subvenir aux besoins élémentaires de l'être humain. La situation du pays est désespérée et c'est à Timisoara, siège de la révolution de décembre 1989, que les revendications s'expriment avec le plus de force.

## Une situation qui empire

Ainsi, la commémoration de la révolution, le 16 décembre 1990, s'est transmuée en une manifestation contre le gouvernement d'Iliescu : 100 000 personnes se sont rassemblées écoutant les discours de dissidents. La foule passionnée hurlait des « Jos Iliescu » (« A bas Iliescu ») et lançait des appels à la grève générale. L'atmosphère explosive donnait le sentiment que d'un instant à l'autre tout pouvait basculer dans un soulèvement général.

Le 17 décembre était le jour anniversaire des massacres de l'année passée. De nombreux défilés, transportant des couronnes de fleurs, ont fusionné sur la place de la Victoire pour assister à la messe commémorative. Dans toutes les cérémonies, le clergé a occupé la première place, mais il ne faut pas oublier que la révolution s'est déclenchée à l'annonce de l'arrestation d'un pasteur hongrois de l'église réformée à Timisoara.

S'il n'y a pas eu de débordements de la police contre ces manifestations, c'est parce que Timisoara occupe une place privilégiée : tout d'abord, le chef de la police de la ville est un ancien opposant qui a su épurer les rangs de

ses forces de l'ordre. Et ensuite, à Timisoara, on capte les chaînes de télévisions hongroise et yougoslave, ce qui permet d'avoir une information plus objective ! Car, quant au reste du pays, il ne dispose que la chaîne nationale entièrement contrôlée par le FSN. Par exemple, les manifestations du 16 décembre ont été présentées comme de simples commémorations, et en éloges du gouvernement. La foule a été filmée de dos pour qu'on ne puisse lire les banderoles et le fond sonore réel a été remplacé par de la musique classique et un commentaire plaisant pour le régime !

A Bucarest, résidence d'Iliescu, le 21 décembre environ 100 000 personnes ont manifesté sur la place de l'université. La cérémonie d'anniversaire s'est également doublée d'un élan unanime de contestation. L'atmosphère était tellement houleuse qu'Iliescu n'a pas osé se montrer. Celui qui se présente comme l'auteur de la révolution populaire n'a même pas prononcé un discours à l'occasion de sa commémoration. L'effervescence du mouvement ne s'est pas calmée avec la tombée de la nuit ni les jours suivants. Ici, on appelle également aux mouvements pacifistes et à la grève générale. On a ainsi évité un nouveau bain de sang, car le gouvernement a déjà montré qu'il n'hésite pas à recourir à ses forces armées.

La révolution populaire roumaine n'a pas abouti, elle a été récupérée par la nomenclature et les dirigeants de la Securitate. Qui y trouve un intérêt ? Quelques privilégiés, assurément !... Moscou, peut-être ? Mais le peuple roumain attend toujours que la justice et la démocratie soient établies dans son pays et est prêt à se battre pour cela. A l'heure où la pérestroïka est remise en question et où l'Occident a les yeux tournés vers la guerre du Golfe, Iliescu risque bien moins de remontrance. S'il venait à diriger sa position face à la contestation...

Fred Fliege

## ELECTIONS EN HAÏTI

# L'avalanche Aristide

Le peuple haïtien, l'un des plus pauvres et des plus meurtris de la planète, ne croyait plus qu'à la terrible fatalité dans un pays dévasté par la mafia des « sans-maman », les ex-tontons macoutes et les militaires. Depuis la chute des Duvalier, des tyrans militaires et leurs cours s'affrontaient en ruinant davantage le pays. Pour le peuple, le nouvel intermédiaire électoral, n'était en somme qu'un remake de 1987, avec l'arrivée à la tête de l'Etat de Leslie Manigat, candidat honorable de la bourgeoisie, des Etats-Unis et de la France, élu avec 5% des voix. Avec lui, puis avec les militaires avides qui lui ont succédé, la misère avait continué à progresser à grands pas. L'agriculture est ruinée par le désastre écologique de l'érosion des sols, né de la déforestation totale du pays en trente années et des choix déplorables imposés par les firmes nord-américaines.

Une idée folle est née dans les bidonvilles des salines : présenter la candidature du père Aristide, l'animateur social du quartier. Les Haïtiens se sont alors précipités sur les listes électorales et le taux d'inscription est passé de 35% à 90%. Le peuple croyait à l'espoir de la paix, de la dignité, de la justice sociale et du développement. Difficile de ne pas comparer Toussaint-Louverture, chef de guerre révolutionnaire, vainqueur des esclavagistes et des militaires français et Aristide, libérant le pays des Etats-Unis et de la mafia macoute.

Haïti est l'un des uniques exemples de l'histoire où un peuple d'esclaves a écrasé militairement la puissance coloniale, en la personne de Napoléon Bonaparte, et acquis son indépendance en 1804, au nom de la liberté et de l'égalité. Cependant, son régime est vite devenu

tyrannique, le rédacteur de la constitution républicaine, Dessalines, se proclamant empereur. Les dictateurs haïtiens ont racheté l'île à la France de leur propre chef et ont payé un lourd tribut en or de 1825 à 1938 ! A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, Haïti est tombée sous le joug des grandes compagnies nord-américaines et a été occupée militairement par les Etats-Unis de 1915 à 1934.

## L'élu des bidonvilles

Papa Doc (Duvalier père) est élu président de la république en 1956 avec le soutien du petit peuple noir contre la bourgeoisie mulâtre et la hiérarchie militaire. Se méfiant des coups d'Etat militaires, il a créé la milice des Volontaires de la sécurité nationale, dit tontons macoutes. Ceci peut expliquer les heurts récents entre les macoutes et la hiérarchie militaire, d'une part, et les « petits soldats », d'autre part. De populiste, le régime duvaliériste a instauré un régime de terreur et les macoutes sont devenus les instruments des grands propriétaires terriens.

A la suite du coup d'Etat avorté du chef macoute Lafontant, à la suite de l'élection d'Aristide à 70% des voix en décembre 1990, le peuple aurait liquidé plus d'une centaine de macoutes et à réduit en cendres la cathédrale de Port-au-Prince, symbole de la hiérarchie catholique. Les Haïtiens ont poussé Aristide à la candidature, peut-être à cause de son défi à sa mort annoncée : un hymne à la vie dans un pays où les gens tombent comme des mouches sous les balles des militaires et des macoutes, grands trafiquants de drogue. Le père Aristide est un adepte de « la théologie de la libération », qui place les problèmes sociaux devant les ques-

tions théoriques et religieuses, et s'adresse aux croyants de toutes confessions, aux athées et autres agnostiques. Il est devenu ainsi victime des offensives bourgeoises, vaticanes et militaires.

En quoi Aristide, un prêtre, président de la République haïtienne, peut-il intéresser les libertaires ? Par son passé, par son action sociale, par son courage et par les conséquences universelles de son élection. Aristide n'est pas un politicien, il n'a pas de programme et ne promet rien. Aristide est un organisateur, l'animateur social des bidonvilles des salines. Ce qui l'intéresse, c'est l'auto-organisation : « 95% des Haïtiens sont analphabètes, mais ce sont eux les grands intellectuels du pays. » Prêtre, il a été chassé de son ordre des Salésiens et la hiérarchie catholique lui a interdit de dire la messe, car il y parlait de la lutte des classes, honnie aussi par les macoutes et les capitalistes athées. Héros du peuple, il a échappé à plusieurs d'attentats monstrueux, comme celui de septembre 1988 où les macoutes ont massacré à coups de grenades, de fusils et de machettes des civils désarmés, réunis dans l'église Saint-Jean-Bosco. Aristide, c'est enfin des projets écologiques et économiques basés sur les coopératives et les petits paysans.

Si la sécurité physique du peuple s'améliore, Aristide saura-t-il, dans cette société déstructurée, encombré d'un Etat réduit à une armée déliquescence, sous les menaces des impérialismes nord-américains et français, rester fidèle à son principe que la lutte contre la misère et pour la dignité se mène au milieu des pauvres, car le peuple a désormais confiance en l'avenir.

Xavier Merville (gr. Carlo-Cafiero)

## KURDISTAN

# Un pays en feu

Dans le Sud-Est de la Turquie, la situation continue de se détériorer. D'après le Comité Kurdistan de Belgique : « En 1990, l'armée turque a déporté la population de plus de 400 villages dans les provinces de Sirnak, Siirt, Hakkari et Van. Tandis qu'elle exécutait cette opération, les unités de l'armée ont mis le feu à toutes les maisons et aux moyens de subsistance, dévastés les champs, les forêts et les vergers, miné les routes, tué les animaux domestiques pour éviter que les paysans ne retournent dans leurs villages. Les villageois kurdes déportés vivent maintenant à l'abri de tentes autour de Sirnak, Cizre, Cukurca et Van. Actuellement, même des enfants sont arrêtés et soumis à la torture. Cent-cinq enfants âgés de 11 à 17 ans ont été jugés par la Cour de sûreté de l'Etat de Diyarbakir. Ces enfants portaient les menottes lorsqu'ils ont été introduits dans le tribunal. »

Le pouvoir turc redoute avant tout un renouveau du mouvement kurde irakien et une jonction avec le Parti ouvrier kurde (PKK), opérant sur son sol. Il multiplie ses contacts avec les Etats voisins. « La Turquie, pas plus que la Syrie et l'Iran, n'autoriseraient la fondation d'un Etat kurde au Moyen-Orient. Nous avons reçu des garanties des chefs d'Etats de l'Iran et de la Syrie allant dans ce sens » a récemment déclaré le Président Ozal.

Cette prétendue démocratie, qui frappe à la porte de la CEE, est à dénoncer sans relâche : les prisons sont pleines à craquer, les riches toujours plus riches, les pauvres toujours plus pauvres. Mais gare, le peuple turc a déjà montré à plusieurs reprises qu'il pouvait faire trembler le pouvoir en place à Ankara.

Jean-Claude Pascal

**Sélection de Radio-Libertaire (89.4 FM)**

**Jeudi 31 janvier**  
— « **Tiens, voilà le hallebardier !** » (12 h - 14 h 30) : émission de théâtre.

**Vendredi 1<sup>er</sup> février**  
— « **Ithaque** » (22 h 30 - 2 h) : la désinformation... une arme de guerre ; la mobilisation anti-guerre : un bilan ; Proche-Orient : Y-a-t-il une réponse libertaire aux problèmes de cette région.

**Samedi 2 février**  
— « **La Chronique syndicale** » (11 h 30 - 14 h 30) : les pays de l'Est face à la guerre du Golfe ; USA : le mouvement pacifiste ; PTT : les réformes en cours ; travailleurs sociaux : nouveaux recrutements.

**Mardi 5 février**  
— « **Blues en liberté** » (10 h - 12) : la guitare à douze cordes.

**THEATRE**

**L'Emballage Théâtre, toujours aussi réjouissant**

Qu'on s'attache aux acteurs, au texte, à la mise en scène, aux costumes ou à la musique, les adjectifs qui viennent pour décrire le nouveau spectacle de l'Emballage Théâtre sont : tonique, créatif, juvénile, malicieux, stimulant, subversif, drôle. Bref, une intensité tous azimuts, tout à fait passionnante.

L'Emballage Théâtre, c'est une « jeune » compagnie (elle a déjà presque dix années d'existence, et une jolie poignée de spectacles à son actif) composée d'un noyau de 7 ou 8 personnes, dont Eric Da Silva, le metteur en scène et l'écrivain de la bande. Et quel écrivain !

Il construit semble-t-il ses textes à bras le corps, télescope les expressions, en fabrique de nouvelles, en pervertit d'autres, et produit ainsi un flux de mots dans lequel il faut accepter de s'immerger. Au risque d'en perdre une partie (de ces mots), on peut alors y gagner du sens, ou plutôt un flot continu de sensations. On navigue ainsi entre poésie et calembours, lyrisme et drôlerie : on rit beaucoup.

Les acteurs qui incarnent cette « folie » sont à la hauteur de l'exigence, volonté manifeste de bouleverser — on pourrait dire « chambouler » tant ils y mettent de fantaisie — les codes du théâtre.

Car il y a aussi à l'Emballage Théâtre toute une recherche — qui se poursuit tout au long des différents spectacles —, sur le rapport du corps à la parole et à l'espace. Le lieu scénique, presque vide, est rigoureusement délimité par des murs blancs ; les acteurs courent, sautent, rampent, se rencontrent, se poussent ou se plantent droit face au public, sur un tapis qui pourrait être de danse. On peut trouver là en effet quelque chose d'une chorégraphie, mais surtout y sentir un investissement total et tout à fait original de chaque acteur.

**Mohican Magnétique et le théâtre du Tourtour** présentent une femme nomade au Tourtour :

**Fabienne Elkoubi**, du 22 janvier au 2 février, à 22 h 15.

Guitare : Pierre Chérezé, basse : Rémy Sarrazin, claviers : Daniel Yvon.

**Théâtre du Tourtour**  
20, rue Quincampoix  
75004 Paris.  
Réservations : 48.87.82.48.

Si l'on ajoute à tout ça des costumes boursrés d'interventions, pleins de découpes savantes, d'ajouts raffinés, noir sur noir, de fermetures éclair, très éloignés des différenciations féminin/masculin, et qui semblent jouer leur propre partition dans le spectacle ; une musique qui intervient en points d'orgue tonique, on obtient une bouffée d'air bien salutaire en ce début d'année où l'esprit paraît avoir déserté le monde (théâtral et autre).

**Elli Drouilleau**  
« **Tiens, voilà le hallebardier !** » (Radio-Libertaire)

N.B. : les précédents spectacles de l'Emballage Théâtre : *Troilus et Cressida*, d'après Shakespeare ; *Nous sommes si jeunes, nous ne pouvons pas attendre* ; Guyotat ; Adamov...

Le spectacle d'aujourd'hui s'appelle *No man's land* et se joue au Théâtre de La Bastille, jusqu'au 3 février.

**CINEMA**

**Les petits criminels**

Les années soixante-dix donnèrent au cinéma et à l'après nouvelle vague quelques grands noms : Philippe Garrel, Chantal Akermann et Jacques Doillon représentant ce que le premier nommé appelle les « disciples de la nouvelle vague ». Avec des personnalités très différentes, beaucoup de ressemblances existent dans l'univers de ces trois auteurs : l'héritage de la nouvelle vague, petits budgets, histoires simples et personnelles, acteurs professionnels ou non, tournages en extérieur...

Jacques Doillon dans son premier film regarde du côté de l'enfance. François Truffaut et son premier long métrage, *Les quatre cents coups*, habitent l'histoire du *Petit criminel* de Jacques Doillon. Plus qu'une référence, plus qu'un remake : une histoire similaire.

Marc vit dans ces grandes cités qui font de la France une banlieue. Sa famille a explosé et lui se retrouve sans identité. Il décide d'aller à la recherche d'une sœur quasi resuscitée. Comme Antoine Doinel, il commet des bêtises. Un braquage fumeux à l'aide d'un revolver et une prise d'otage... consentant, d'un filic pas comme les autres (?). La trame du film est simple et ce road movie ressemble plus à un huit-

clos mobile où trois personnages se rencontrent, s'apprivoisent, pour terminer par un dénouement qu'il faudrait aller voir !

Le parallèle avec *Les quatre cents coups* est évident et constamment présent. Mais la grande différence concerne la société des années quatre-vingt-dix : la violence est quotidienne et banalise un certain mal de vivre. Le film de Jacques Doillon nous le démontre d'une manière oppressante. Ce réalisateur, l'un des grands directeurs d'acteurs d'aujourd'hui, est aussi un découvreur de jeunes talents. Le jeune Marc est magistralement interprété par un jeune garçon, Gérald Thomassin. Sa sœur est jouée par Clotilde Courau. Elle aussi est formidable. Mais le troisième acteur, Richard Anconina, éclate vraiment sous la direction de Doillon. Fini le jeune premier, fini le faire-valoir de star-paillettes. Une réelle force se dégage de cet acteur. Est-ce là un nouveau départ vers des rôles de ce type ? L'avenir et le choix de ses prochains films nous le montrera. Avec ce trio d'acteurs, avec une caméra qui laisse entrevoir la réalité au travers des mailles de l'histoire, Jacques Doillon réalise l'un des plus beaux films de l'année cinématographique. De plus, au jeu des acteurs s'ajoutent les dialogues, où un réalisme

cru, dans la bouche du jeune Marc, nous donne le point de vu d'un cinéaste sur cette société injuste et cloisonnée. Le vocabulaire tient une place essentielle dans ces images cadrées presque exclusivement en gros plan.

Les mots permettent aussi à Jacques Doillon de rendre hommage au grand cinéaste de l'enfance qu'était Jean Vigo. La recherche d'identité du petit Marc aboutit à un nom : Almera. D'Almera à Almeyreda, quelques lettres seulement. Et quand on sait qu'Almeyreda était le nom du père de Jean Vigo, l'hommage et le film prennent toute leur signification. Rappelons que toute sa trop brève vie, Jean Vigo a essayé de réhabiliter le nom de son père qui avait été exécuté dans sa cellule sur l'ordre de Clemenceau (ceci, durant la Première Guerre mondiale, NDLR)

De Jean Vigo à François Truffaut, d'Antoine Doinel à Marc Almera, la filiation est directe, simple et efficace. Jacques Doillon réalise avec ce film un grand moment de cinéma. Un film rare et tendre qu'il faut voir... absolument !

Salim de « **Fondu au Noir** » (Radio-Libertaire)

**REPORTAGE**

**« Les Sœurs de la guerre » Noriko Sekiguchi**

*Les sœurs de la guerre* (« Senjo non onnatchi ») est un reportage japonais antimilitariste et féministe de Noriko Sekiguchi sur la prostitution forcée dans l'armée japonaise, sur le champ de bataille de la Nouvelle-Guinée.

Deux projections sont prévues à Paris, le 5 février, à 20 h, à la Maison du Japon, Cité universitaire, et le 6 février, à 19 h 30, à l'université Dauphine (salle B - 409). Traduction simultanée. Entrée gratuite.

**Les festivités de « Pain, roses et chansons »**

Le restaurant associatif « Pain, roses et chansons » présente le samedi 2 février, à 21 h 30, *La Nuit du blues*, à l'ALJT-Cachan, 34, rue Marcel-Bonnet. Seront présents : Alain Giroux ; Vincent Bucher et le groupe Bumble-Bee ; Patrick Verbeke en trio. Participation : 80 F (membres de l'ALJT : 60 F). Un mini-buffet « casse-croute » vous attend sur place. renseignements et réservations : 46.63.51.98 et 46.65.15.35.

« Pain, roses et chansons » lance, par ailleurs, le 5 février, *Les Mardis du jazz*, avec pour débiter Nicolas Montier et ses amis. Ces Mardis du jazz auront lieu tous les premiers mardis du mois, au 40, rue des Vignes, 94230 Cachan.

**Le calendrier des festivités pour les dix ans de Radio-Libertaire**

Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
	2 - 10 Salon Vivre et travailler autrement		1 - 4 Suite exposition	1 Gala soutien Léo FERRE Palais des Sports	1 Premières heures de Radio Libertaire	4 Démarrage de Radio Espéranto		
			4 Colloque Art et Anarchie	Recueil de 20 nouvelles				
			Numéro Spécial Radio Libertaire	8 Colloque Paroles d'Associations				
19 Histoires courtes pour une nuit érotique			Un livre Radio Libertaire La voix sans maître	kumbi 2 Fête africaine				
		27 -30 Exposition Art et Anarchie		Une Fête z' à la campagne	28 Colloque Anarchie et Prison	Soirée Films sur le Mouvement Ouvrier		
							30 Nuit du Cinéma Rire et Humour	
Huit heures pour la solidarité avec les peuples d'Amérique latine et une soirée poésie sont prévues, par ailleurs. Les dates, lieux et heures seront précisées ultérieurement.								

## RENDEZ-VOUS

### AURILLAC

La liaison FA d'Aurillac (Cantal) invite toutes les personnes de la région, désireuses de paix et de fraternité entre les peuples, à s'associer et soutenir le collectif : « Objection à la guerre ». En dehors de toutes les chapelles politiques, ce collectif appelle à la mobilisation de tous les individus qui s'opposent à la guerre.

Les personnes intéressées peuvent contacter le collectif tous les samedis, vers 15 h, sur la place du Salut, à Aurillac.

### LYON

La librairie La Plume Noire change d'adresse. Elle vient d'ouvrir un nouveau local au 15, rue Rivet, 69001 Lyon. Tél. : (16).72.00.94.10. Ouvert le mercredi et le samedi de 14 h à 19 h.

### NICE

Un groupe de la Fédération anarchiste vient de se constituer à Nice. On peut le contacter en écrivant soit aux Relations intérieures, qui transmettront, soit au CECL, immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon, qui fera suivre le courrier.

## PARUTIONS

### PRESSE

Le groupe J.-R. Caussimon de Nancy édite le n° 2 d'*Encre noire*, en collaboration avec la liaison de Saint-Dizier. Ce journal est en vente à la librairie du Monde Libertaire et lors de la vente du ML par le groupe de Nancy, chaque dimanche matin sur le marché de Vandœuvre.

### PRESSE

Le groupe FA de Bourgoin-Jallieu nous annonce la sortie du n° 75 de *Contre Vents et Marées* (journal d'humeur anarchiste). Il est en vente à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 5 F. On peut aussi l'acheter ou s'y abonner, pour 50 F pour un an, en écrivant à « Contre Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38000 Bourgoin-Jallieu.

### CALENDRIER

Le groupe Humeurs Noires de Lille tient à votre disposition un calendrier mural, de format 30X40 (en allemand), édité par l'Institut Max-Nettlau, de Neustadt : « Libertär 91 : les femmes de l'anarchie (12 noms) ». Prix : 66 F (port compris). Disponible à Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul (chèques à libeller à l'ordre de ALDIR). En vente également à la Librairie du Monde Libertaire.

### AGENDA

Le groupe Humeurs Noires de Lille tient à votre disposition un agenda de 100 pages (en allemand) : « 365 jours contre le racisme, le sexisme et le fascisme ». Prix : 30 F (port compris). En vente à l'adresse ci-dessus. En vente également à la librairie du Monde Libertaire.

### PRESSE

Le groupe Flores-Magon vient d'éditer le n° 2 de *Schwartz Fohne*. Au sommaire : « Révisionnisme, le nouvel antisémitisme ». En vente à la librairie du Monde Libertaire, au prix de 2 francs.

### PRESSE

Le n° 26/27 d'*Infos et analyses libertaires* vient de paraître. Affaire Duponchel, crise du Golfe, billet d'humeur, regards jetés sur des quartiers de Perpignan et de Barcelone, projet de lutte contre le fascisme, infos libertaires concernant l'Union régionale Sud-Ouest de la FA... voilà un sommaire particulièrement dense. Ceci pour 20 F, avec en plus un calendrier. *Infos et analyses libertaires* est en vente à la librairie Infos, 2, rue Théodore Guiter, à Perpignan ; à la Librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, et dans bien d'autres villes encore.

## Où nous joindre

En raison des événements tragiques du Golfe, la Fédération anarchiste appelle à la mobilisation contre la guerre. Pour nous joindre, voici une liste de groupes, où vous sera communiqué ce qui peut être mis en œuvre pour résister à la vague belliste (signalons que dans les numéros spéciaux du *Monde libertaire*, datés des 17 et 25 janvier, deux premières listes a été publiées, ainsi que dans le n° 812) :

— Asnières : la FA est présente chaque dimanche sur le marché d'Asnières (près de la mairie) entre 10 h 30 et 12 h 30.

— Bondy : gr. Sevan-Bondy, Centre ALFA, 3, allée des Pensées, 93140 Bondy ;

— Chelles : gr. FA, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles ;

— Brest : gr. Les Temps Nouveaux, c/o CEL, BP 728, Brest-Pilier Rouge, 29277 Brest cedex ;

— Bourgoin-Jallieu : « Contre-courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu ;

— Lille : groupe Humeurs Noires. Permanence le mercredi de 19 h à 23 h, à la Maison de la Nature et de l'Environnement, 23, rue Gosselet (M° République), 59000 Lille ;

— Saint-Etienne : gr. Nestor-Makhno. Permanence le premier mercredi du mois, à partir de 18 h 30, salle 15 bis CNT-Libre Pensée, Bourse du travail, cours Victor-Hugo.

### BILLET D'HUMEUR

## Les assassins aux mains blanches

Ils plastraient sur le petit écran, donnant leur avis sur des questions de stratégie du plus haut intérêt avec cette mâle assurance que favorise l'éloignement des projectiles. Ils, c'est-à-dire les généraux de l'armée française en grand uniforme. Ils, c'est-à-dire les élus du peuple français : les Chevènement, les Juppé, les Léotard, les Mitterrand, les Rocard, les Chirac. Ils vitupèrent contre le monstre Saddam, alors qu'il y a six mois, ils buvaient le thé à la menthe en sa compagnie. Ils s'interrogent sur sa puissance militaire alors qu'il leur suffirait, pour savoir, de feuilleter les factures de livraisons d'armes qui dépassent encore de leurs poches. Ils portent haut la morale du droit et de la liberté, pendant que des milliers d'êtres humains meurent écrasés, broyés, noyés dans un bain de sang. Ils relèvent noblement leur front de héros en menaçant de partir sur le champ de bataille et ils s'attardent interminablement dans celui des caméras.

Les journalistes officiels sont égaux à eux-mêmes... très clean... aussi lamentables, aussi lâches, aussi menteurs qu'en 1914 ou en 1939. Mais avec le fameux vocabulaire soft : on n'attaque plus l'ennemi, on le soigne au laser, on procède à une opération chirurgicale.

Après l'intervention, les bombardiers, impeccables, sont rangés dans leurs étuis. Tout au plus peuvent-ils être manquants. Les blessés sont légers, presque aériens, et le feu est d'artifice. version réactualisée des *Mille et une nuits*.

Quant aux morts, ils n'existent pas. Les morts sont une idée de civil. Complètement dépassée par la technologie. Car l'an 2000, c'est la guerre soft sur la bande FM, la coproduction Dassault-Antenne 2.

Si prompt à s'indigner devant des meurtres réputés crapuleux quand ils sont commis par un misérable pauvre type, le public, ici, rêve. Il est complètement anesthésié devant la formidable crapulerie de ces assassins aux mains blanches, décorés et galonnés, qui tuent, en ce moment même, par missiles interposés, des milliers et des milliers d'hommes.

Guimou de la Tronche

## Edition d'affiche

" LA GUERRE QU'ON VOIT DANSER LE LONG DES GOLFES CLAIRS A DES REFLETS D'ARGENT ... "

Une affiche franco-belge (format A2), vient d'être éditée conjointement par la Coordination anarchiste belge, la Fédération anarchiste, le groupe Humeurs Noires de Lille et le mensuel bruxellois *L'Alternative libertaire* (les 4 signatures, non visibles ici, sont rassemblées au bas de l'affiche). Prix : 5 F l'unité, 1 F les 10 exemplaires, 0,50 F plus de 10 ex. et 0,25 F plus de 50 ex. En vente à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

### POUR LA PAIX

## Agir et désobéir

« Qu'est-ce que le civisme lorsque, dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse ? N'y a-t-il pas des cas où le refus est devoir sacré, où la "trahison" signifie le respect courageux du vrai ? »

« Manifeste des 121 » contre la guerre d'Algérie, le 5 septembre 1960

Si sous les régimes dictatoriaux, on n'a pas l'habitude de demander son avis à la population, il faut constater que dans ce qu'on appelle des démocraties, en France en particulier, les représentants du peuple ont vite fait de choisir la raison d'Etat plutôt que de tenir compte de l'opinion d'une large partie de la population, profondément hostile à la guerre.

Comme en 1914, on nous refait le coup de l'union sacrée et du bourrage de crâne pour une guerre « courte et juste ».

Nationalisme, religion, lutte pour l'hégémonie sur le monde arabe, impérialisme occidental, affaires juteuses pour le complexe militaro-industriel, voilà les ingrédients qui nous ont mené à ce conflit.

Cette guerre, comme toutes les guerres, ne résoudra aucun des problèmes qui sont posés, ce n'est pas le rétablissement du cheikh Jaber au Koweït qui résoudra la question d'une juste répartition des ressources éner-

gétiques. Ce n'est de toute façon pas cela qui intéresse les Etats impliqués dans cette crise. Tant que le capitalisme et les volontés d'hégémonie (panarabisme ou défense de l'Occident) seront la règle de ce monde, il n'y aura pas de solution.

Au Proche-Orient, comme ailleurs, il n'y aura pas d'issue tant que les peuples ne se seront pas libérés des carcans du nationalisme et des totalitarismes religieux.

Pour l'heure, l'urgence est à la résistance contre cette guerre et la militarisation qu'on nous impose.

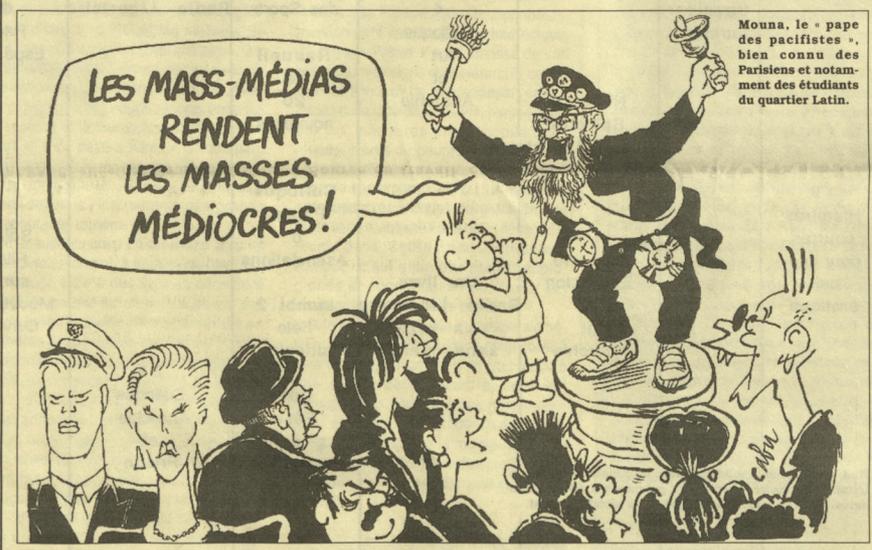
Il faut se battre contre tout embrigadement, contre toute réquisition au profit de l'armée sur les lieux de travail.

Pour marquer notre opposition à la guerre :

— renvoyons nos papiers militaires !  
— jeunes appelés, demandons le statut d'objecteur !

Union régionale Sud-Ouest de la Fédération anarchiste

## Le dessin de la semaine



## SOMMAIRE

PAGE 1 : Halte au feu ! Roumanie... Une révolution en deuil, Editorial.  
PAGE 2 : L'apprentissage de la force.  
PAGE 3 : Un skinhead condamné aux Assises du Nord, Le skinhead Marc Grubica poignarde un jeune lillois. Le suicide d'Hara Kiri, La chasse aux canards sauvages est ouverte (affaire « Mordicus »), Sus à « Mordicus », En bref.  
PAGE 4 : Une justice de va-t-en-guerre, Avec Gilles Perrault, Samedi 26 janvier... journée internationale contre la guerre, Comités... contre toutes les guerres.  
PAGE 5 : Halte au feu ! Santé : la guerre contre la vie, Droit international : Mitterrand, génération guerrière ?  
PAGE 6 : L'avalanche Aristide en Haïti, Une révolution en deuil (suite de la une), Kurdistan... un pays en feu.  
PAGE 7 : Les petits criminels, L'Emballage Théâtre, Sélection R-L, Le calendrier festif de Radio-Libertaire.  
PAGE 8 : Où nous joindre, Les assassins aux mains blanches (billet d'humeur), Pour la paix... agir et désobéir, Le dessin de la semaine, Infos FA.